

# MÉMOIRE SUR LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES AU CANADA

Soumis par la Fédération des étudiants de la Colombie-Britannique

## **Par ce mémoire, nous souhaitons répondre à trois questions :**

1. Comment accroître la représentation des femmes dans les postes de direction?
2. Comment renforcer la sécurité économique des femmes?
3. Comment déterminer les problèmes qui ont une incidence sur le revenu des femmes?

On peut résoudre ces trois problèmes en garantissant un accès abordable aux études postsecondaires. Plus précisément, si nous venons en aide aux femmes qui souhaitent atteindre un niveau de formation de base, et si nous réglons les problèmes de la dette des étudiants de niveau postsecondaire et l'écart salarial, ainsi que du travail à temps partiel précaire chez les femmes, nous pourrions apporter des améliorations dans ces trois secteurs et assurer ainsi la réussite économique des femmes au Canada.

## **Atteindre un niveau d'éducation de base**

L'atteinte d'un niveau d'éducation de base est une question fondamentale qui a des répercussions sur le revenu des femmes et leur place dans l'économie. Les femmes qui suivent une formation de base des adultes (FBA) sont surreprésentées; en effet, elles représentent plus de 58 % des personnes inscrites à ces programmes<sup>1</sup>. En outre, 19 p. 100 des étudiants suivant une FBA sont des parents<sup>2</sup>. Dans le même ordre d'idées, environ 61 % des personnes inscrites aux cours d'anglais langue seconde (ALS) sont des femmes, et 47 % des élèves inscrits à ces cours sont des parents<sup>3</sup>. L'acquisition d'une éducation de base et de compétences en langue seconde est absolument nécessaire pour que les femmes participent à l'économie. Cependant, il est difficile pour bon nombre d'entre elles de le faire.

L'accès à l'éducation de base est de plus en plus difficile ces dernières années, d'autant plus qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, par exemple, la FBA a été privatisée en 2013. De 2013-2014 à 2015-2016, les frais de scolarité ont grimpé de 88,1 %, faisant du coup baisser le nombre d'inscriptions dans une proportion de 29,94 %<sup>4</sup>. En Colombie-Britannique, les frais d'inscription à la FBA ont été réintroduits en janvier 2015, et les institutions ont été autorisées à demander jusqu'à 1 600 \$ par semestre<sup>5</sup>. Aucun rapport n'a vraiment été produit sur les inscriptions à ces programmes. Néanmoins, les dirigeants des départements ont signalé aux syndicats d'étudiants que les inscriptions avaient diminué dans une proportion pouvant atteindre jusqu'à 50 %.

*« Il n'est jamais trop tard pour retourner à l'école. Je suis mère de trois enfants, je suis membre de la Première Nation Mowachaht-Muchalaht, j'ai une maîtrise en administration des affaires (MBA) et une maîtrise en gestion (MSc) – affaires internationales, et je suis devenue un leader de ma communauté. L'accès gratuit à la formation de base m'a donné cette chance. »*

Sherry McCarthy, ancienne étudiante universitaire de l'île de Vancouver

L'introduction de frais d'inscription à la FBA en Colombie-Britannique a coïncidé avec un nouveau programme d'aide financière appelé Adult Upgrading Grant (formation de recyclage à l'intention des adultes) qui contribue financièrement aux frais de scolarité, à l'achat de livres et de fournitures, au transport et aux services de garde d'enfants. Toutefois, le seuil de revenu pour être admissible à ce programme est très peu

<sup>1</sup> Ministère de l'Enseignement supérieur de la Colombie-Britannique (2015). ABE enrollment summary 2015, <http://www2.gov.bc.ca/gov/content/education-training/adult-education/adult-upgrading>

<sup>2</sup> Ministère de l'Enseignement supérieur de la Colombie-Britannique (2014). Developmental student outcomes survey: Report of findings, BC student outcomes. <http://outcomes.bcstats.gov.bc.ca/OtherSurveys/DEVSO.aspx>

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, ministère de l'Éducation et des Compétences (2016). Access to information: ABE program information. <http://atipp-search.gov.nl.ca/public/atipp/requestdown-load?id=1181> cité dans Howells, L. (mars 2016). Adult Basic Education costs rise, enrolment drops since privatization. *CBC News*. <http://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/adult-basic-education-costs-up-enrolment-down-privatization-1.3493815>

<sup>5</sup> Ministère de l'Enseignement supérieur de la Colombie-Britannique (2017). Factsheet : Adult upgrading courses and grants. <https://news.gov.bc.ca/factsheets/factsheet-adult-upgrading-courses-and-grants>.

élevé (l'équivalent de 11,61 \$ l'heure pour un travail à temps plein<sup>6</sup>), ce qui empêche de nombreuses personnes d'y être admissibles. Par ailleurs, les élèves à faible revenu peuvent se prévaloir d'une subvention pour la garde des enfants (laquelle varie d'une province à une autre). Toutefois, il s'agit là d'une faible contribution en comparaison de tous les coûts que doit assumer un élève inscrit à une FBA. Pour couvrir ces coûts, 50 % des étudiants inscrits à une FBA en 2014 travaillaient tout en suivant des cours<sup>7</sup>.

### **Dette des étudiants de niveau postsecondaire et disparité salariale**

Les femmes qui poursuivent des études supérieures sont confrontées aux problèmes de l'endettement et des inégalités salariales. D'après la récente Enquête nationale auprès des diplômés, celles qui obtiennent leur diplôme d'études collégiales sont plus susceptibles d'endettement que leurs collègues masculins, elles ont généralement plus de dettes trois ans après l'obtention de leur diplôme et elles gagnent en moyenne un revenu plus bas que le leur<sup>8</sup>. D'après une étude longitudinale réalisée en Colombie-Britannique de 2003 à 2015, les femmes empruntaient systématiquement davantage que les hommes et elles étaient plus susceptibles d'interrompre leurs études pour des raisons financières<sup>9</sup>.

Les femmes qui obtiennent un diplôme de niveau universitaire (baccalauréat, maîtrise ou doctorat) se rapprochent de leurs collègues masculins pour ce qui est de la dette d'études. Cependant, elles risquent néanmoins d'avoir un revenu inférieur à celui des hommes<sup>10</sup>. Il existe un écart en matière d'emploi entre les hommes et les femmes qui détiennent un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires (82 % contre 88,1 %) <sup>11</sup>. Cette inégalité en matière d'emploi fait en sorte que les femmes diplômées sont moins susceptibles d'être embauchées et, du coup, moins en mesure de rembourser leur dette d'études.

### **Emplois précaires à temps partiel et stages**

Le programme actuel de subventions aux étudiants du Canada offre du financement pour les étudiants à faible revenu (375 \$ par mois d'étude pour les étudiants à temps plein, soit 1 800 \$ par année scolaire)<sup>12</sup>. Un fonds additionnel est offert aux étudiants à faible revenu avec personnes à charge (40 \$ par semaine d'études pour les étudiants ayant moins de deux personnes à charge et 60 \$ par semaine pour ceux ayant trois personnes à charge ou plus)<sup>13</sup>. Néanmoins, comme les frais de scolarité s'élèvent en moyenne à 7 246 \$ par année<sup>14</sup>, les étudiants doivent trouver d'autres moyens de financer leurs études.

Le coût des frais de scolarité, de garde d'enfant et de logement force de nombreuses femmes à accepter un emploi précaire à temps partiel pour couvrir les dépenses.

*« L'éducation est devenue tellement inabordable que je me suis résignée à étudier à temps partiel. J'ai 30 000 \$ de dettes et il me reste encore trois années à étudier. Je travaille à temps plein pour faire vivre ma famille et payer mes études. »*

Jenelle Davies, étudiante,  
Université du Manitoba

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Ministère de l'Enseignement supérieur de la Colombie-Britannique (2014).

<sup>8</sup> Ferguson, S.J., Les femmes et l'éducation : qualifications, compétences et technologies. Statistique Canada, catalogue n° 89-503-X, 2016.

<sup>9</sup> BC Student Outcomes (2015). Meeting the challenge: How diploma, associate degree, and certificate students paid for their studies. <http://outcomes.bcstats.gov.bc.ca/Publications/Infographics.aspx>.

<sup>10</sup> Ferguson, S.J., 2016.

<sup>11</sup> Statistique Canada, Tableau 282-0209 : Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le diplôme scolaire, le sexe et le groupe d'âge, CANSIM (base de données), 2016. (Consulté le 5 mai 2017.)

<sup>12</sup> Gouvernement du Canada, Bourses d'études canadiennes. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/aide-financiere-etudiants/pre-etiudiants/bourses-etudes/bec.html>, 2016.

<sup>13</sup> Gouvernement du Canada, Bourse pour étudiants à temps partiel ayant des personnes à charge. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/aide-financiere-etudiants/pre-etiudiants/bourses-etudes/bec/temps-partiel-charge.html>, 2016.

<sup>14</sup> Statistique Canada, Tableau 477-0122: Droits de scolarité et frais supplémentaires obligatoires des étudiants canadiens selon le niveau d'étude. CANSIM (base de données), <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/pick-choisir?id=04770122&p2=33&lang=fra&retrLang=fra>, 2016. (Consulté le 5 mai 2017.)

<sup>15</sup> Worth, N., *Feeling precarious: Millennial women and work*, Environment & Planning D: Society and Space, vol. 34, p. 601-616. DOI : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0263775815622211>, 2015.

## Emplois précaires

On entend par emploi précaire un emploi à temps partiel ou à revenu incertain (p. ex. un emploi à court terme, temporaire, avec peu ou pas d'avantages sociaux et, ou, faiblement rémunéré. Les femmes sont surreprésentées dans les emplois précaires à temps partiel, et elles sont plus susceptibles que les hommes de travailler à temps partiel ou à plein temps tout en étudiant.<sup>16</sup>

EMPLOI DES ÉTUDIANTS À TEMPS PLEIN (EMPLOI À TEMPS PARTIEL ET À TEMPS PLEIN)				
	TRAVAILLEURS À TEMPS PLEIN		TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL	
	Âge 15-19	Âge 20-24	Âge 15-19	Âge 20-24
HOMMES	28,2 %	40,2 %	49,5 %	71,5 %
FEMMES	35,9 %	51,6 %	59,7 %	78,3 %

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2016

Un enjeu clé pour les femmes qui occupent un emploi précaire, c'est que, pour des raisons d'instabilité et de manque de soutien, elles ont moins souvent l'occasion de suivre une formation ou d'améliorer leurs compétences. À cause de cela, elles sont coincées dans un cycle d'emplois peu rémunérés qui les maintient dans une position économique vulnérable<sup>17</sup>.

## Les stages

Les stages sont une forme courante d'emploi précaire chez les étudiants, et les femmes sont de loin les plus touchées par ces placements qui, du reste, sont parfois nécessaires. D'après la Canadian Intern Association, « les stagiaires non rémunérés sont essentiellement des femmes, ce qui reflète la dévaluation du travail des femmes qui se poursuit » et qui contribue à « la répétition des inégalités historiques auxquelles les femmes sont confrontées<sup>18</sup> ».

En raison de la nature ambiguë de la définition d'un stagiaire, il est facile de profiter de lui au moyen d'une faible rémunération, voire l'absence de rémunération, et des tâches qui lui sont offertes<sup>19</sup>. Quand on pense au stress quotidien qu'engendre un emploi précaire, souvent effectué tout en étudiant, il n'est pas surprenant que les problèmes de santé mentale soient élevés chez les étudiants qui vivent dans ces conditions. Les stagiaires parlent de problèmes psychologiques, comme l'angoisse face aux dépenses quotidiennes, d'épuisement et de dévalorisation<sup>20</sup>.

## Recommandations :

1. Assurer du financement aux provinces et aux territoires afin qu'une formation de base soit offerte gratuitement aux adultes qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou qui doivent parfaire leurs études secondaires afin de poursuivre leur éducation postsecondaire ou de demeurer sur le marché du travail.
2. Aider à atténuer le fardeau de la dette des familles en augmentant le nombre de subventions initiales non remboursables aux étudiants par le biais du Programme canadien de subventions aux étudiants.

<sup>16</sup> Statistique Canada (2016). Tableau 282-0014 : Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi à temps partiel selon la raison pour le travail à temps partiel, le sexe et le groupe d'âge, annuel. CANSIM (base de données). (Consultée le 2 mai 2017).

<sup>17</sup> Commission du droit de l'Ontario (2012). Vulnerable workers interim report: Quick facts about vulnerable workers and precarious work, <http://www.lco-cdo.org/fr/nos-projets-en-cours/les-travailleurs-vulnerables-et-travail-precaire/travailleurs-vulnerables-et-travail-precaire-rapport-preliminaire-aout-2012/>.

<sup>18</sup> Canadian Intern Association, Submission to the special advisors for the changing workplaces review, <http://internassociation.ca/policy-proposals/>, 2015 [TRADUCTION].

<sup>19</sup> Altfield, J. & Couture, I., An Investigation into the status and implications of unpaid internships in Ontario, Masters of Public Affairs Dissertation, Université de Victoria (Colombie-Britannique), 2014.

<sup>20</sup> *Ibid.*

3. Inclure les stagiaires dans les dispositions du *Code canadien du travail* visant la protection des travailleurs et mettre fin aux stages non rémunérés.